

<https://www.aefinfo.fr/depeche/712664-a-son-congres-le-snpden-uns-a-affiche-une-oppositi...>

✍ Erwin Canard

🕒 8 min read

À son congrès, le SNPDEN-Unsa affiche une opposition unanime au choc des savoirs

Réuni en congrès à La Rochelle du 21 au 24 mai 2024, au cours duquel Bruno Bobkiewicz a été réélu secrétaire général, le SNPDEN-Unsa a voté une motion "dénonçant les mesures du choc des savoirs", à la veille d'une nouvelle mobilisation de personnels et parents d'élèves contre ce dispositif. Le syndicat n'exclut pas "une fin d'année houleuse". Plus largement, les personnels de direction sont "ulcérés des successions d'annonces" et sont prêts à se mobiliser, assure Bruno Bobkiewicz. Une de ses prochaines missions sera de "neutraliser au maximum un certain nombre de propositions".



Une partie des membres de l'exécutif national du SNPDEN-Unsa, élus au congrès de La Rochelle le 24 mai 2024. SNPDEN-Unsa

En amont du congrès du ~~SNPDEN-Unsa~~, qui s'est tenu du 21 au 24 mai 2024 à La Rochelle, les sections académiques ont envoyé des "motions" à l'équipe nationale du syndicat, qui présagent des motions adoptées par le congrès. Au sein de la commission "éducation-pédagogie", l'une des quatre du syndicat, un thème a concerné 60 % des motions académiques : le "choc des savoirs" ([lire sur AEF info](#)).

Plus précisément, l'opposition à cet ensemble de mesures censées lutter contre les inégalités scolaires, telles que la mise en place de groupes au collège en français et en mathématiques - qui au départ devaient être "de niveau" mais qui ne sont plus que "de besoin" - ([lire sur AEF info](#)), la mise en place de "prépas-seconde" ([lire sur AEF info](#)) ou encore la labellisation des manuels ([lire sur AEF info](#)).

La motion nationale sur ce sujet a, en congrès, été adoptée à l'unanimité, ce qui "montre notre opposition au choc des savoirs", selon Audrey Chanonat, secrétaire nationale en charge du collège au sein du syndicat auquel près de 50 % des personnels de direction sont adhérents.

"Des écarts entre les annonces et les moyens pour les mettre en œuvre"

Cette motion, est-il écrit, "dénonce les mesures du choc des savoirs" puisque celles-ci "menacent les fondements mêmes d'une école unique et républicaine" et contrecarrent "les efforts pour faire vivre le socle commun", alors que "la réduction du déterminisme social est une des valeurs fondamentales du SNPDEN".

Elles portent en outre un "principe de séparatisme social". Précisément, la mise en place de groupe "menace l'hétérogénéité" ; le fait que "le ~~DNB~~ devienne un examen sélectif conditionnant le passage en seconde risque de créer un système à deux vitesses en contradiction avec le collège unique" ; la création de "prépas-seconde est une dérive risquant d'augmenter le décrochage scolaire".

Le SNPDEN critique également "la communication et la temporalité" autour du choc des savoirs, qui "remettent en cause l'autonomie des établissements, *via* notamment la

ponction des marges des établissements pour mettre en place les mesures". Et de dénoncer les "écarts entre les annonces et les moyens pour les mettre en œuvre".

que faire Si un CA vote contre les groupes ?

Au-delà de cette opposition sur le fond, le syndicat s'interroge sur la mise en œuvre concrète des mesures, en particulier des groupes. En effet, le "SNPDEN exige le respect du code de l'éducation ([article R-422-2](#)) fondant l'autonomie des établissements", assurant que "les modalités d'enseignement relèvent de l'établissement".

L'Unsa-Éducation et le ~~Sgen-CFDT~~ ([lire sur AEF info](#)), ainsi que des parlementaires ([lire sur AEF info](#)), ont d'ailleurs déposé un recours devant le Conseil d'État contestant, sur ce principe, la légalité des textes organisant les groupes.

Autre interrogation pointée par le SNPDEN : que faire lorsque le conseil d'administration d'un collège vote contre la mise en place des groupes ? Le ~~Snes-FSU~~ ([lire sur AEF info](#)) et le ~~Snaic~~ ([lire sur AEF info](#)) ont notamment publié des documents pour inciter les personnels à "contourner le choc des savoirs". Dès lors, le SNPDEN a demandé à la fois à sa cellule juridique et au ministère de l'Éducation nationale des éléments pour aider les chefs d'établissement à faire face à ce genre de situation.

Les personnels de direction n'excluent ainsi pas une "fin d'année houleuse" dans les collèges, alors qu'une mobilisation quasi unitaire au sein des personnels et des parents d'élèves est prévue le 25 mai contre le choc des savoirs. Des manifestations sont organisées samedi par des syndicats dans plusieurs villes de France comme à Paris, Nantes, Grenoble, Nancy-Metz, etc.

"le format actuel du collège unique ne permet pas d'aider les élèves les plus en difficulté"

Lors d'une conférence de presse à l'issue du congrès, Bruno Bobkiewicz, qui a été réélu pour trois ans à la tête du syndicat (1), rappelle que le SNPDEN "s'associe" à cette mobilisation : "La profession est sous tension et très fâchée par un certain nombre de mesures. Elle est en difficulté pour en mettre en œuvre certaines, faute de moyens, d'organisation possible ou parce qu'elle n'y croit pas et n'a pas le même point de vue".

S'il "salue le glissement vers des groupes de besoins et un texte donnant une latitude aux établissements pour trouver différents formats", ce qui donne "une liberté de

fonctionnement" et ôte en partie "la logique de cloisonnement des forts avec les forts et des faibles avec faibles", Bruno Bobkiewicz affirme toutefois : "Nous allons soutenir les collègues qui ne pourront pas les mettre en place".

Néanmoins, le SNPDEN-Unsa reconnaît "que le format actuel du collège unique ne permet pas d'aider les élèves les plus en difficulté en maths et en français". Mais, poursuit son secrétaire général, "le plus simple aurait été de nous donner des moyens supplémentaires dans ces disciplines et que les JA-IPR réfléchissent avec les équipes sur le terrain aux meilleurs moyens à mettre en œuvre".

"Neutraliser au maximum un certain nombre de propositions"

Globalement, les personnels de direction sont "ulcérés des successions d'annonces, des difficultés de matériel et de calendrier dans lesquels ils sont mis". Résultat : ils perdent confiance : "Quand on coupe les vivres sans prévenir - à l'image de ce qui a été envisagé sur les HSE ([lire sur AEF info](#)) -, cela contribue à installer une logique de méfiance face à l'institution, et c'est très inquiétant", prévient le proviseur.

C'est ainsi que, pour ces prochains mois, Bruno Bobkiewicz repart avec une feuille de route plutôt offensive : "Neutraliser au maximum un certain nombre de propositions et d'annonces, notamment, donc, autour du choc des savoirs, mais aussi la généralisation du SNU, de la tenue unique..."

Faisant état des "difficultés idéologiques et de moyens" actuelles, le secrétaire général y ajoute les "difficultés concernant les conditions de travail qui s'accumulent". Dès lors, il sent la "profession prête à se mobiliser si, à un moment donné, d'autres lignes rouges (comme les HSE) sont franchies".

Conditions de travail, extrême droite, mixité... Les autres thèmes du congrès

Une quarantaine de motions ont été adoptées par le congrès de La Rochelle, au sein des quatre commissions : éducation-pédagogie ; métier ; carrière ; vie syndicale. Voici les principales revendications qu'elles portent :

- l'amélioration de la rémunération et de l'attractivité du métier, alors qu'un travail sur ce sujet devrait aboutir dans les semaines à venir ([lire sur AEF info](#))

- l'application dans l'ensemble des académies de la nouvelle charte de pilotage (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#))
- améliorer les conditions de travail des personnels de direction ([lire sur AEF info](#)), notamment en renouvelant le référentiel métier et en améliorant les outils numériques ([lire sur AEF info](#))
- améliorer l'accompagnement tout au long de leur carrière
- améliorer la sécurité des établissements
- instaurer un "plan d'urgence pour l'éducation à Mayotte" et, plus largement, "aider les territoires qui peuvent se sentir oublier, notamment en Outre-mer"
- préparer les élections professionnelles de 2026 et la présidentielle de 2027, notamment l'éventuelle arrivée de l'extrême droite au pouvoir
- améliorer l'organisation de l'école inclusive
- faire évoluer les règles concernant l'enseignement privé sous contrat afin, notamment, d'améliorer la mixité sociale et scolaire
- réfléchir à la place de l'IA dans l'éducation
- au lycée, fournir les moyens pour mettre en œuvre les 54 heures annuelles dédiées à l'orientation et évaluer les réformes du bac et du lycée.

Generated with Reader Mode